



Communiqué de presse

Conférence de presse de la campagne œcuménique 2017

Derrière les palmeraies à huile se cachent aussi des banques suisses

Berne/Lucerne, 6 mars 2017 - En Indonésie, les fabricants d'huile de palme se retrouvent souvent sous les feux de la critique en raison de leur non-respect des droits humains et de la législation en vigueur. Toutefois, la plupart du temps ils bénéficient des services de banques et d'institutions financières suisses. *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* demandent que ces dernières assument leurs responsabilités et respectent les normes reconnues internationalement. Pour la campagne œcuménique 2017, nos organisations appellent à ce que « la terre soit source de vie, pas de profit ».

Planter des palmiers à huile peut avoir un impact écologique et social majeur. Les banques et établissements financiers suisses en savent quelque chose. « Les monocultures de palmiers à huile détruisent le sol, s'approprient les ressources d'eau disponibles et menacent l'existence des peuples et des communautés autochtones », affirme Kartini Samon, l'invitée indonésienne de la campagne œcuménique 2017.

Les palmeraies à huile représentent un marché juteux, car les besoins en capitaux sont énormes. Afin de ne pas financer de projets qui ne soient pas conformes aux droits humains ou aux normes environnementales, les banques suisses ont adhéré à des règles internationales et à des principes de l'ONU. En outre, à l'instar du Credit Suisse, elles se dotent de directives internes afin d'éviter toutes retombées négatives que pourrait avoir ce type d'activités.

Pourtant à regarder de plus près la situation dans le Kalimantan occidental, en Indonésie, force est de constater que « les entreprises établissent leurs palmeraies sans l'approbation préalable des villageois et sans même les faire participer à la prise de décision. Ceci est contraire aux droits humains », déclare Miges Baumann, responsable Politique de développement de *Pain pour le prochain*. « Des palmiers sont même plantés dans des tourbières, des zones marécageuses, voire sur des pentes raides, bien que cela soit interdit ».

Des banques suisses aussi impliquées dans ces activités controversées

Le commerce d'huile de palme fait florès. Ces dernières années, rien que dans le Kalimantan, des dizaines de milliers de kilomètres carrés de forêt tropicale qui servaient à nourrir les populations locales ont été déboisés pour y planter des palmiers. Or les multinationales dans l'huile de palme ont souvent recours à des banques suisses pour lever les capitaux nécessaires à leurs opérations. L'organisation néerlandaise Profundo a étudié les liens unissant onze banques et gestionnaires de fortune à vingt des plus importantes multinationales du secteur, qui exploitent des palmeraies ou font commerce d'huile de palme, en Indonésie et en Malaisie, dans la période entre 2009 et août 2016.

Dès lors qu'elles établissent des palmeraies, ces multinationales se rendent régulièrement coupables de violations des droits humains et des normes environnementales contraignantes



sur le plan international. Des recherches effectuées par Walhi, une ONG partenaire de *Pain pour le prochain* en Indonésie, ont mis au jour les infractions commises par Bumitama et IOI Corporation, deux entreprises pour lesquelles des banques suisses ont placé des actions et des obligations, à qui elles ont accordé des crédits ou opérations auxquelles elles ont participé financièrement. Totalisant à lui seul USD 901 millions, le Credit Suisse remporte la palme de la banque la plus activement impliquée sur cette période, mais à fin août 2016, la banque J. Safra Sarasin détenait elle aussi des actions d'IOI d'une valeur d'USD 266 millions dans ces livres de compte. Récemment, Bumitama et IOI ont été vivement critiquées en raison de leur non-respect des droits humains et des normes environnementales en vigueur.

Les banques doivent observer la loi et leurs propres principes

Les palmeraies à huile, tout comme les mines et la filière du bois ont d'indéniables vellétés d'expansion. Ces secteurs sont en outre connus des banques pour leurs manquements en matière de droits humains et de normes environnementales. C'est la raison pour laquelle celles-ci se sont dotées de leurs propres directives. « Ces clarifications et ces outils d'aide à la prise de décision dans la mise en œuvre des normes internationales n'ont que peu d'utilité si les banques ne s'assurent pas que leurs clients les respectent », constate Miges Baumann. « C'est ce qui ressort de notre comparaison entre les directives du Credit Suisse et les constatations faites sur place, dans des palmeraies du Kalimantan occidental dont la société-mère a profité des services fournis par cette grande banque suisse ».

Action de Carême et *Pain pour le prochain* exigent donc des banques et des institutions financières suisses qu'elles assument leurs responsabilités lorsqu'elles financent de tels projets et qu'elles insistent sur le respect du droit international dans toutes leurs activités. Comme le dit Matthias Dörnenburg, co-responsable de la communication et directeur ad interim d'*Action de Carême*, « la perte de terre va de pair avec la disparition des connaissances, de la diversité, d'un espace de repos et des origines ». « Une fois nos terres détruites, nous perdons irrémédiablement des ressources et nous perdons très littéralement pied ». Dans le cadre de la campagne œcuménique 2017 et de son slogan « La terre source de vie, pas de profit », de nombreuses paroisses participent à l'action « Cultivez la vie » qui prévoit que des palettes soient utilisées pour y cultiver des plantes diverses, créant ainsi sur des mètres carrés un contrepois aux kilomètres carrés accaparés par les investisseurs et envahis par les monocultures partout dans le monde.

Informations et images : www.voir-et-agir.ch/medias

Renseignements :

Miges Baumann, *Pain pour le prochain*, 031 380 65 70, baumann@bfa-ppp.ch
Matthias Dörnenburg, *Action de Carême*, 041 227 59 21, doernenburg@fastenopfer.ch

La campagne œcuménique : informer, esquisser des pistes d'action, récolter des fonds : depuis 1969, *Pain pour le prochain*, l'organisation de développement des Eglises protestantes de Suisse, et *Action de Carême*, celle de l'Eglise catholique, œuvrent ensemble. Le temps du Carême ou de la Passion, la campagne œcuménique est devenue le symbole d'une solidarité authentique et du partenariat œcuménique. Depuis 1994, Etre Partenaires, l'organisation de l'Eglise catholique-chrétienne, y participe aussi. Chaque année, nos trois organisations convergent autour d'un sujet de politique de développement qu'elles portent à la connaissance du grand public. www.voir-et-agir.ch